

Dispositif de contrôle sur les Sociétés Publiques Locales

Annexe à la délibération

A titre liminaire, il est affirmé que la collectivité actionnaire exerce en cette qualité et/ou en sa qualité d'autorité organisatrice contractante un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services concernant tant les orientations stratégiques que les décisions opérationnelles des SPL.

De façon plus spécifique, il est précisé que le Directeur Général des Services de la collectivité actionnaire est invité à toutes les séances du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales des sociétés. Celui-ci peut au besoin se faire représenter ou se faire assister de son contrôleur de gestion et autres techniciens en accord avec le vice-Président en charge du contrôle analogue des SPL.

En complément des dispositions décrites ci-dessous qui doivent être comprises comme un socle minimum, chaque société ayant pu prévoir en complément un dispositif adapté à ses enjeux et à son fonctionnement, la collectivité reste en permanence souveraine pour définir l'étendue de ce contrôle tant en ce qui concerne son contenu, sa fréquence et ses modalités de mise en œuvre.

Le contrôle portera sur les trois niveaux de fonctionnement de la société : orientations stratégiques, vie sociale et activités opérationnelles.

Un dispositif de contrôle renforcé a été instauré et approuvé de manière concordante par décision n°2018-013 DB du Bureau de la Communauté d'Agglomération en date du 25 janvier 2018 et par délibération n°2018-13 du Conseil municipal de la Ville de Saumur en date du 9 février 2018.

Dans le cadre du nouvel exécutif et de la désignation d'un vice-Président spécifiquement en charge du contrôle analogue des SPL, il est proposé les nouvelles modalités suivantes :

Article 1 : Principe

Le contrôle analogue exercé sur les SPL consiste en la possibilité d'influence déterminante tant sur les objectifs stratégiques que sur les décisions importantes de la société par les collectivités actionnaires.

Le contrôle exercé par les collectivités territoriales actionnaires s'effectue par l'intermédiaire de leurs représentants dans la SPL.

Le présent règlement a pour objet de définir les modalités particulières de contrôle des collectivités actionnaires :

- En matière d'orientation stratégique de la société
- En matière de gouvernance et de vie sociale
- En matière d'activités opérationnelles

Article 2 : Modalités de contrôle en matière d'orientation stratégique de la société

Les représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration des SPL seront obligatoirement consultés pour toute :

- Décision sur la stratégie de développement et les perspectives financières des SPL,
- Décision sur toutes les opérations comportant une part de risque contractuelle,
- Décision sur les rémunérations des prestations de contrats de concession ou marchés publics,
- Approbation des comptes prévisionnels, comptes et rapports annuels,
- Décision sur les investissements au montant minimum de 10 000€ HT, hors maintenance véhicules.
- Décision sur les prêts bancaires,
- Décision pour toute nouvelle création de poste,
- Informations sur les opérations en cours et les comptes rendus annuels aux collectivités locales.

Les directeurs des SPL transmettent aux administrateurs représentant les collectivités territoriales actionnaires, un compte rendu semestriel ainsi que des ratios élaborés par la société sur la situation de l'avancement budgétaire, du

niveau global des emprunts. Tous sont régulièrement informés des éléments significatifs d'actualité sur les opérations en cours.

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20210219-2021-007-DB-B-DE
Date de télétransmission : 19/02/2021
Date de réception préfecture : 19/02/2021

Ce compte rendu sera présenté lors du Conseil d'administration.

Par ailleurs, les Présidents des SPL informeront le vice-Président en charge du contrôle analogue des SPL pour validation des décisions suivantes :

- investissements entre 2 000€ HT et 10 000€ HT,
- recrutement de plus de 3 mois dû à une charge de travail supplémentaire

Article 3 : Modalités de contrôle en matière de gouvernance et de la vie sociale de la société

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'activité des SPL l'exige et au minimum 3 fois par an sur convocation de son Président selon les règles prévues dans les statuts.

A chaque réunion, la direction générale de la SPL est chargée de faire un point sur l'activité. Une information complète et dûment mise à jour sera donnée sur les éventuels litiges ou contentieux en cours susceptibles d'impacter la société ainsi que sur les marchés passés, les conventions réglementées et les audits internes et externes supportés avec la transmission des conclusions.

Chaque année, la direction générale présente au conseil d'administration un rapport d'activité globale.

Les directeurs généraux des collectivités actionnaires, ou leurs représentants, sont invités à assister aux réunions du conseil d'administration, étant rappelé que « les administrateurs ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel ».

Article 4 : Modalités de contrôle en matière d'activités opérationnelles de la société

Les collectivités territoriales actionnaires cocontractantes exercent un contrôle sur les opérations qu'elles auront respectivement confiées à la SPL selon les dispositifs qui figureront dans chacun des contrats de prestations intégrées.

Article 5 : Autres modalités du contrôle

Par ailleurs, la collectivité actionnaire se réserve le droit de diligenter à tout moment tout contrôle qui lui semble nécessaire.

Ce contrôle s'exerce de la même manière et dans les mêmes conditions que celui exercé par la collectivité actionnaire sur ses propres services. A cet effet, elle dispose vis-à-vis de la société d'un droit de contrôle permanent sur place et/ou sur pièce portant sur tous les domaines de son activité.

La collectivité actionnaire organise librement ce contrôle. Elle peut en confier l'exécution soit à l' élu en charge du contrôle analogue, ses propres agents, ou encore à des intervenants qu'elle choisit. Ces derniers disposent des pouvoirs de contrôle les plus étendus pour l'exercice de leur mission et la société devra, dans un délai raisonnable, y donner suite (par exemple: transmission de documents, élaboration de réponses motivées suite à des questions posées ...). Pour faciliter l'accomplissement du contrôle, la SPL doit permettre à tout moment l'accès aux personnes mandatées par la collectivité actionnaire. La direction de la SPL devra être informée des personnes mandatées.

Enfin, la société informe sans délai la collectivité actionnaire de l'engagement de tout contrôle externe dont elle pourrait être l'objet (notamment: contrôles initiés par le commissaire aux comptes, par le contrôle de légalité de la Préfecture, par la Chambre Régionale des comptes, l'URSSAF ...). Elle assure cette information en continu pendant toute la période de contrôle et transmet les conclusions et réponses.